



Trouvé sur le blog <http://ouvalacgt.over-blog.com>

## Le travail syndical et la construction de Voie Prolétarienne

*résolution du VIIe congrès de l'OCML Voie Prolétarienne – (extraits) – Printemps 2008*

(...)

### I Qu'est-ce que le syndicalisme ?

1) Le regroupement des exploités dans des mutuelles, des Bourses du Travail puis des syndicats est directement lié au développement du capitalisme. Le syndicat est une nécessité objective pour se défendre face à une exploitation qui ne cesse d'évoluer et de se renforcer pour la masse des travailleurs. C'est la première forme d'organisation spontanée de la classe ouvrière pour sa défense collective immédiate, de résistance au capitalisme, et ce caractère issu de l'histoire reste complètement d'actualité.

Ainsi, contrairement à l'ultra-gauche, il n'est pas question de désertier les syndicats, mais de les construire en tant qu'organisations de classe et d'y mener un travail communiste, avec l'objectif d'en gagner la direction politique chaque fois que cela est possible et positif pour faire avancer la conscience de classe.

2) Avec le développement de l'impérialisme, une fraction aristocratique de la classe ouvrière a été acquise à la bourgeoisie, lui permettant de garantir la paix sociale en encadrant les masses. De larges secteurs parasitaires sont apparus dans la bureaucratie administrative des institutions sociales (transformation des caisses de solidarité ouvrière en gestion de la Sécu, des mutuelles, des retraites, des comités d'entreprise etc.). L'aristocratie ouvrière et la bureaucratie ouvrière ont été le fer de lance de l'institutionnalisation des syndicats et de leur intégration dans la gestion capitaliste. Aujourd'hui la bureaucratie syndicale est nettement moins ouvrière, dans ses origines, et son intégration au système s'accroît. L'aristocratie ouvrière, largement décomposée, marchande sans beaucoup de succès le maintien de son existence contre la paix sociale. Mais la bourgeoisie en a moins besoin et construit elle-même ses relais en terme de collaboration de classe.

3) **Le fondement de la collaboration de classe est le réformisme spontané**, reflet politique et idéologique dans les consciences de la vente de la force de travail sur le marché capitaliste et de la concurrence ainsi existante entre travailleurs, « soudure organique qui existe entre le mouvement ouvrier et la société bourgeoise, dans laquelle le mouvement ouvrier vit et se développe » (Losovski). Spontanément et « naturellement », l'exploité et donc le syndicaliste, tendront à améliorer leur situation dans le cadre du système existant, (par exemple au travers des augmentations de salaire), sans chercher à le dépasser en conscience.

De ce fait, cette tendance spontanée et inévitable est d'autant plus facilement cristallisée en réformisme organisé, en orientation explicite, par les dirigeants réformistes dont les directions syndicales, qui cherchent à se placer en permanence en interlocuteurs responsables, au plan local (entreprise), national (confédérations), européen (CES) ou mondial (CSI).

Mais cette tendance est contrecarrée par une autre tendance spontanée, contradictoire : la tendance à la révolte, à la haine de classe, tendance alimentée chaque jour par la réalité de l'exploitation. La concurrence accrue dans la mondialisation n'aboutit en fait qu'à l'aggravation de la situation des exploités, ce qu'ils ne peuvent que constater, restructuration après restructuration, plan d'austérité après plan d'austérité. C'est la base objective du travail politique et du syndicalisme de classe parmi les travailleurs, pour autant que les communistes soient présents pour éclairer et organiser.

4) **Les syndicats ont ainsi un caractère double et contradictoire** : premières formes d'organisation de la résistance ouvrière d'un côté, écoles d'intégration au système impérialiste d'autre part, en particulier par une participation plus poussée à l'appareil d'Etat. Cette contradiction n'est pas une contradiction entre une base saine et une direction corrompue comme le prétendent les trotskistes, mais traverse les organisations syndicales dès les structures de base. Selon le lieu et le contexte, on retrouvera en permanence la contradiction entre syndicalisme de classe (rejet de l'exploitation et abolition du capitalisme) et syndicalisme de collaboration de classe (illusion de l'amélioration dans le système existant), contradiction qui s'atténue bien entendu au fur et à mesure que l'on monte dans l'appareil, que l'on s'éloigne des terrains et des lieux de la lutte des classes. Et arrivé au niveau des directions centrales réelles (directions confédérales), il n'y a plus aucune trace de syndicalisme de classe.

5) **Le syndicat est une organisation de masse, dont l'ambition est de regrouper tous les exploités**, autour de la défense de leurs intérêts immédiats et historiques tels qu'ils se définissent dans une période donnée selon le niveau de conscience et d'organisation de la classe ouvrière. Il ne se distingue pas des partis politiques par le choix des thèmes abordés, mais par l'ampleur et la profondeur avec lesquelles il les aborde, le degré d'unité établi entre ses membres. Le parti regroupe l'avant-garde et éduque, organise et trace la voie du communisme, sur la base d'un programme de transformation révolutionnaire de la société. Le syndicat, sous l'impulsion des communistes, éduque, organise et trace la voie de la libération de l'exploitation pour les larges masses, avec leurs contradictions. Jusqu'où peut-il aller dans les débats politiques et dans les prises de position ? Cela dépend du niveau politique des adhérents et du milieu où il intervient. Il doit pouvoir continuer à organiser les travailleurs actifs de l'entreprise sans qu'ils soient obligés, en adhérant, d'assumer une multitude de positions qu'ils ne partagent pas.

A la différence de Lutte Ouvrière et de l'anarcho-syndicalisme ordinaire, nous rejetons l'idée qu'il y ait des « domaines réservés », et qu'il ne faut pas faire de politique dans les syndicats. A la différence de la CNT nous refusons de transformer les syndicats en sectes étriques, au nom de débats politiques et de prises de position qui ne peuvent être comprises par les masses.

6) Mais si la construction d'un syndicalisme influent sur des bases de classe est important pour la constitution de la classe « pour soi », (la classe consciente d'elle-même et en lutte pour ses objectifs propres), l'élément dirigeant est la construction du parti communiste. En retour, cette construction du parti communiste ne se conçoit pas sans une implication politique du parti dans les luttes des travailleurs de façon à les conduire vers leur émancipation. Pour cela, nous défendons donc la conception d'un syndicalisme de masse et de lutte de classe, pour la libération des travailleurs et la fin de l'exploitation capitaliste.

## **II Années 2000 : La situation actuelle et les conséquences**

7) La guerre économique et les restructurations ont attaqué tous les secteurs de la classe ouvrière. L'aristocratie ouvrière a été laminée et a perdu, pour beaucoup, son contrôle sur la CGT. Elle est aujourd'hui cantonnée dans des secteurs sur la défensive (EDF, SNCF qui peuvent néanmoins encore peser lourdement sur l'activité syndicale, interprofessionnelle en particulier) La bureaucratie des institutions sociales, qui n'a plus guère de marges de manœuvre, est contrainte de gérer la misère, et a perdu le prestige passé de sa position. Ce qui faisait le socle des directions syndicales s'est considérablement affaibli, à l'instar d'ailleurs de l'effondrement du PC et de son influence dans la

classe ouvrière. Le projet politique et syndical de capitalisme d'Etat qu'elles représentaient (nationalisations, toute puissance de l'Etat, nationalisme) a largement perdu de sa crédibilité. Cet effondrement a encore plus touché la CFDT et FO, ce qui fait que la recombinaison syndicale dans la classe ouvrière s'est faite, pour l'essentiel, au profit de la CGT qui reste la seule centrale capable de mobilisation. La disparition de ce réseau de militants réformistes qui encadraient au plus près les travailleurs a aussi transformé profondément le militantisme quotidien.

8) Cela ne veut pas dire que le réformisme a disparu. Le projet politique et syndical s'est modernisé, adapté à la nouvelle situation, porté par de nouvelles couches sociales. L'essentiel de la bureaucratie syndicale (en partie payée par l'Etat) est désormais intégrée à l'Europe impérialiste et accepte la mondialisation. Une autre partie des syndicalistes, moins présente dans les structures dirigeantes, mais particulièrement implantée parmi les travailleurs de l'Etat, est attirée par l'altermondialisme. Elle oppose au libéralisme sa nostalgie d'un capitalisme régulé. Le projet capitaliste d'Etat n'a pas non plus complètement disparu et se perpétue à travers certaines forces (LO, LCR, ex PC), autour de la défense du service public. La contestation du capitalisme est devenue très minoritaire et le vocabulaire syndical lui-même change par l'élimination de toutes les formules qui rappellent la lutte des classes, même s'il ne s'agissait souvent que de coquilles vides.

9) Aussi, ces transformations se traduisent par un éclatement politique de l'appareil CGT et de ses pratiques syndicales. L'effondrement des anciennes directions syndicales (accentué par les licenciements et les départs massifs à la retraite) **a libéré dans la CGT un important espace de débat**, accentué par le désarroi de l'échec et, pour l'instant encore, par les difficultés du réformisme nouveau à se stabiliser et s'imposer. Cette période va encore durer quelques années, mais il faut comprendre que ce n'est qu'une phase transitoire et que cet espace de débat va probablement beaucoup se réduire quand les directions syndicales auront réussi à se restructurer sur une base nouvelle, et donc essayeront de mettre au pas ou d'étouffer les éléments gênants.

Dans la période actuelle de désorganisation de la classe ouvrière, le syndicat se révèle comme un élément incontournable de débat et de regroupement.

10) **La syndicalisation stagne à un niveau bas** comme on le vérifie dans les chiffres fédéraux ou départementaux. Les raisons en sont multiples. Cela est bien entendu le fait du discrédit politique des partis réformistes et de la chute de leur activité dans les entreprises et les quartiers. C'est le fait de la décrédibilisation des directions syndicales et de leur immobilisme. C'est aussi le fait du manque d'espoir que la lutte puisse changer quelque chose, le fait des départs en retraite de générations de militants, des licenciements massifs. Enfin, c'est la conséquence de la précarisation et de l'individualisation croissante de l'exploitation qui freinent objectivement l'organisation collective des travailleurs et donc des syndicats (il est possible que cette situation évolue avec l'arrivée des générations de jeunes forgés contre la loi Fillon et le CPE). Par ailleurs, le renouvellement syndical amène une nouvelle génération de responsables encore plus intégrés dans une vision cogestionnaire du capitalisme. On peut désormais rencontrer des responsables fédéraux ou départementaux qui tiennent des discours économiques sans aucune démarcation avec le prêt à penser médiatique.

De plus, les nouveaux syndiqués s'investissent peu, les équipes militantes vieillissent, se rétrécissent et reposent souvent sur quelques militant(e)s bons à tout faire et de plus en plus noyé(e)s dans l'activité quotidienne.

Enfin, et par voie de conséquence, le syndicalisme régresse dans son contenu par le repli sur l'activité d'entreprise, sur l'activité syndicale de métier, reflet d'un travail professionnel étriqué et par la mise en veille de certaines structures interprofessionnelles (UL, UD) qui ont de plus en plus de mal à vivre.

11) Après avoir défini les deux lignes opposées dans le mouvement syndical : de lutte de classe (portée par des militants révolutionnaires, dont l'influence dépasse largement le nombre limité) et de collaboration de classe (porté par l'essentiel des appareils syndicaux), il faut préciser qu'existe entre les deux, nombre de militants sincères et actifs, mais ne portant pas la lutte conséquente contre l'orientation de collaboration de leur direction syndicale. Ils ne sont pas complètement dégagés

politiquement du réformisme (voyant par exemple bureaucratie là où il y a ligne bourgeoise constituée) mais restent fermes sur des positions locales de classe. Nous devons nous appuyer sur leur combativité et leur conscience. Ce sont des cibles dans le mouvement syndical pour radicaliser leur compréhension politique (base sociale du réformisme, lutte entre deux voies...) et les appeler à élargir leur activité militante jusqu'au combat politique contre le réformisme dominant.

12) **La CGT** est en plein recentrage vers la collaboration de classe, masquée sous un discours de lutte, comme on l'a vérifié lors du 48<sup>ème</sup> Congrès en 2006. C'est malgré tout globalement à la CGT que se retrouvent aujourd'hui les fractions les plus combattives de la classe ouvrière et des travailleurs, ballottées entre le réformisme immédiat renforcé par la direction confédérale et une pratique de classe imposée par le renforcement de l'exploitation. Les contradictions s'accroissent au sein de la CGT, mais dans la confusion. A côté du réformisme nouveau de la direction actuelle (Sécurité Sociale Professionnelle), on retrouve des résidus du réformisme ancien (Gaz de France, Service Public, cheminots) dominés par ce qui reste d'aristocratie ouvrière. Ces secteurs se présentent comme des oppositions, parfois mordantes, mais qui cherchent avant tout à préserver des féodalités à l'intérieur de la CGT et sont tout sauf conséquentes. A côté de cette fausse opposition institutionnelle, on trouve également des oppositions diverses et éclatées, y compris dans certaines parties de l'appareil (certains secteurs des métaux, de l'Agro, de l'UD13). Le syndicalisme de classe y est minoritaire, mais rencontre un large écho, sans pour autant s'organiser solidement, faute d'une orientation politique et idéologique claire à sa tête. C'est à la CGT que nous nous syndiquons en priorité.

13) **Les SUD se développent**, dans le public comme dans le privé. Dans la fonction publique (PTT, SNCF), ce développement est marqué par l'anarchosyndicalisme et, en général, par un réformisme croissant. Dans le privé l'apparition des SUD (Alstom, PSA, Baccarat, Nestlé etc.) est le plus souvent le fruit de pratiques réformistes ou anti-démocratiques de la CGT. Ils sont souvent créés par des secteurs petit-bourgeois (couches techniciennes), mais pas forcément. Compte tenu de l'orientation générale des SUD, il n'est pas possible d'identifier clairement des courants de classe ou de collaboration, même si ces deux tendances y coexistent sans vraiment se délimiter ouvertement. Le renforcement de Solidaires par regroupement des SUD se traduit par un élargissement sans principes (SUD-Intérieur) et la volonté réformiste de plus en plus affichée de rejoindre la CES pour y « peser de l'intérieur ». La perspective de rejoindre des syndicats SUD peut être envisagée, en priorité secondaire quand le syndicalisme CGT s'avère impossible ou contre-productif.

14) **La CFDT** a définitivement basculé dans la collaboration de classe ouverte (manifeste lors des grèves SNCF et PTT en 1989, en 1995 lors du Plan Juppé sur la sécurité Sociale, en 2003 à l'occasion du plan Fillon sur les retraites) et des pans entiers l'ont quitté vers la CGT ou les SUD (créé à l'échelle nationale en 1989). A de très rares exceptions près, qui méritent une justification approfondie, les militants de VP ne se syndiquent pas à la CFDT.

**FO** se maintient comme un syndicat clientéliste, essentiellement dans le public, doublant un discours ronflant sans conséquence d'une pratique syndicale ultra corporatiste et réformiste, voire ouvertement jaune dans certaines entreprises. Si l'on y ajoute une forte présence du PT en son sein qui verrouille tout débat démocratique, cela rend très difficile d'y développer un syndicalisme de classe. Comme à la CFDT, le choix éventuel de s'y syndiquer devrait être sérieusement discuté par l'organisation.

15) La **CNT** n'est pas seulement un syndicat. Cette organisation a fait le choix de prendre à la fois la forme d'un syndicat et d'une organisation politique, ce que nous critiquons. Nous affirmons au contraire la nécessité d'un parti et de structures de masses distinctes (cf. §5). Le travail syndical de la CNT a ces dernières années souvent porté sur des boulots de service, prolétaires (restauration, nettoyage, commerce et autres précaires...) avec parfois un point de vue de classe et internationaliste, mais pas toujours : le fédéralisme dans la CNT empêche au final de régler des contradictions internes qui sont pourtant apparues clairement. Ces secteurs prolétaires précaires

étaient depuis longtemps désertés par les grandes centrales syndicales, quoique la CGT et SUD s'y sont maintenant implantés.

16) Il n'existe pas aujourd'hui de centrale syndicale offrant d'elle-même une perspective de classe. Partout, le réformisme organisé gangrène l'activité syndicale, tente d'effacer la lutte des classes au profit du débat responsable et institutionnel à tous les échelons, accentué par l'intégration mondiale de tous les syndicats dans la perspective de discuter d'égal à égal avec l'OMC, l'OIT et autres Banque Mondiale. Partout, les directions nationales et intermédiaires (y compris CGT et Solidaires) s'intègrent à la gestion (même conflictuelle) de l'appareil de l'Etat. Partout la logique de collaboration de classe risque peu à peu de s'imposer, dans tous les secteurs et sur tous les problèmes.

**Notre perspective stratégique est de reconstruire une centrale syndicale de classe qui n'existe pas encore.** Cela passera par une défaite infligée au réformisme sous toutes ses formes et cela passera par la destruction de toutes les centrales réformistes actuelles. Nous affirmons par là qu'il n'y a aucune illusion à avoir sur la possibilité de conquérir une de ces directions de l'intérieur, et même sur la possibilité d'influer sur celles-ci comme le rêvent les trotskistes du PT ou de la LCR.

Il s'agit bien d'un objectif stratégique indispensable pour se clarifier sur le fond et bien savoir où on va, ce n'est évidemment pas un objectif immédiat ou un axe tactique, d'ailleurs complètement irréalisable aujourd'hui !

Cet objectif s'articule avec notre perspective de construction du parti communiste. La victoire sur le réformisme ne peut en effet qu'être le résultat de batailles politiques bien plus vaste que le strict champ syndical. Ce sont les avancées politiques dans la construction du parti qui conditionneront l'avancée dans la construction d'un syndicalisme de classe et pas l'inverse.

17) **Notre perspective tactique générale est de créer un courant syndical de classe, avant tout dans la CGT, également dans les SUD.** ce qui passe par créer des fractions syndicales de classe et leur collaboration. Il ne s'agit pas là dans l'immédiat de préparer une scission, mais d'organiser avec nous une rupture sur le fond avec la collaboration de classe, et non pas de collaborer ou de tenter de faire pression sur elle, comme l'imaginent les trotskistes. Ces fractions de classe ne sont pas d'abord un « plus » syndical ou un « plus » combatif, mais **une rupture sur le fond politique.** Seul l'avenir pourra nous dire ce que deviendra ce courant et ces fractions encore embryonnaires et comment nous avancerons vers la centrale syndicale de classe à laquelle nous aspirons.

Pour l'instant (en 2007), nous privilégions l'implantation dans la CGT. Mais le fait d'être présents aussi, ou unis avec, l'opposition syndicale d'autres organisations (« représentatives ou non, voire « indépendantes » comme le CGT-E Dalkia) a l'avantage de montrer que nous ne défendons pas une organisation syndicale contre les autres, mais une ligne, une classe, et la structuration d'un courant.

18) Nous n'en sommes qu'aux tous premiers pas de la construction de ce courant syndical de classe, **la question de l'unité des centrales syndicales n'est donc pas à l'ordre du jour**, dans la mesure où il ne s'agirait que d'une unité réformiste de collaboration de classe. L'illusion que l'unité des directions syndicales résoudrait les problèmes est à combattre car elle contourne les vrais problèmes qui sont d'orientation. Mais l'unité de classe à la base peut être une exigence juste dans la mesure où elle permet de travailler à la rupture d'avec le corporatisme et l'esprit de chapelle. L'unité syndicale peut être un axe tactique de classe dans un contexte précis, par exemple une lutte pour l'emploi, mais rien d'autre. Par contre **nous luttons contre la division et l'émiettement du mouvement syndical** en organisant ce courant syndical de classe dans les syndicats existants. Néanmoins, il peut arriver que la survie de ce courant passe par la scission et la constitution d'un autre syndicat, voire de syndicats indépendants (Dalkia). Dans ce cas, qui risque fort à l'avenir d'être un peu plus qu'une exception, ce ne peut-être considéré que comme un recul tactique, rendu indispensable par l'aiguïsement des contradictions. Ce recul tactique, le militant doit l'organiser politiquement, en ne se coupant pas des ouvriers avancés qui sont nos cibles principales. Que ce soit la scission, le départ vers un autre syndicat, où la fusion de deux sections syndicales, le militant doit veiller à ce que cela se passe dans la plus grande transparence, sous les yeux des travailleurs. Le moment le plus fort est

la tribune d'un congrès syndical. Ce qui permet d'aiguiser au maximum les contradictions et de les rendre visibles : quoi qu'il se passe, on ne partira pas seul(e) et en silence.

Si des syndicats étaient exclus sur cette base, il faudra pousser à la construction de formes d'organisation qui les maintiendront dans le mouvement syndical de classe.

#### 19) Cas particuliers le syndicalisme étudiant et lycéen

Ce peut être une première expérience d'organisation collective pour bien des jeunes. De fait, plusieurs militants de VP sont passés par le syndicalisme étudiant sans que VP ait, jusqu'à la présente résolution, formalisé une tactique à ce sujet. D'autres militants s'étaient formés dans des luttes lycéennes, voire des collectifs du type Comité Vietnam (années 60), mobilisations contre Devaquet (années 80) lutte contre le CPE (années 2000). Une remarque : historiquement, certaines de ces luttes étudiantes se sont généralisées à tout le pays et à d'autres couches sociales. Les contradictions qui traversent le syndicalisme étudiant sont les mêmes que dans les autres syndicats, notamment, le point de vue de classe. Le milieu étudiant n'est pas homogène, et les étudiants salariés sont à la charnière entre deux situations.

Concrètement, les camarades de VP en contact avec des étudiants ont pour tâche de les aider à résoudre les questions suivantes : choix du syndicat (FSE/CGT) en appréciant ensemble les objectifs et les critères. Parmi ces objectifs, on peut s'appuyer sur les trois axes suivants : 1/ : se lier au mouvement ouvrier et à ses revendications ; 2/ défendre le droit aux études pour les prolos 3/ : défendre les conditions de travail des étudiants salariés.

(...)